

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 54 (1962)
Heft: 3

Artikel: L'économie entre la contrainte et la liberté [suite]
Autor: Rimensberger, E.-F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385230>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

depuis dix-sept ans, malgré d'atroces guerres secondaires, une nouvelle guerre mondiale. Il y a eu, au cours de ces années, de quoi allumer plusieurs guerres mondiales « conventionnelles ». Le joli mot ! Vous souvenez-vous de la dernière guerre mondiale, des villes si proprement et « conventionnellement » incendiées ou rasées ? Entre une paix atomique et une guerre conventionnelle, il est permis d'hésiter.

C'est vrai, les Soviétiques ne veulent pas la guerre. C'est pourquoi, s'ils avaient été sûrs de la volonté de défense de l'Occident, ils n'auraient pas fait construire le mur de Berlin. Il n'y aurait eu ni mur ni guerre. *La propagande occidentale pour un désarmement atomique unilatéral augmente les risques de guerre* en faisant paraître incertaine la volonté de défense de l'Occident et en favorisant ainsi les entreprises hasardeuses et les fautes de calcul. Avantageuse pour l'URSS, elle détourne cette dernière d'un accord pour un désarmement atomique simultané et contrôlé ; *elle diminue les chances d'un tel accord.*

Les efforts des peuples, en URSS et dans les pays satellites, vers plus de liberté ont besoin, pour se déployer, d'un Occident fort. Il s'agit, pour l'Occident, de tenir le coup, de se réformer lui-même et d'être fort pour la paix, en attendant la liberté qui semble grandir là-bas.

En résumé : l'initiative suisse contre l'armement atomique est sans portée réelle sur le plan suisse ; elle bloque absurdement un avenir encore inconnu ; elle ne peut servir qu'aux propagandes qui touchent à un désarmement atomique unilatéral de l'Occident. Or, nous ne pouvons pas vouloir un tel désarmement sans renoncer d'avance aux libertés démocratiques pour les hommes de partout, à tout ce qui fait la réalité de notre pays et sans doute, finalement et malgré tout, à la paix.

L'économie entre la contrainte et la liberté

(Suite)

Par E.-F. Rimensberger

II. Les déterminismes économiques

Dans les affrontements des « idéologies économiques » qui ont marqué les cinquante dernières années, ce sont avant tout les dogmes absolus – d'ailleurs dégradés au rang de slogans – qui ont alimenté les conflits les plus graves. D'un côté, ce sont *Karl Marx* et ses épigones, qui ont condamné en bloc le régime de la bourgeoisie, qui l'ont chargée de tous les péchés d'Israël, qui l'ont

rendue responsable de toutes les difficultés et de toutes les perturbations et qui lui ont opposé leurs panacées étatiques et autoritaires; de l'autre, c'est la cohorte des libéraux et néo-libéraux impénitents, dont un *Röpke* est aujourd'hui le théologien; ils jettent l'anathème sur Marx et les marxistes. Nous ne nous occuperons pas ici des théories des néo-libéraux. Ils savent aussi bien que nous que le libéralisme classique est mort, et même qu'il n'a jamais eu la moindre réalité. La guerre contre le marxisme vulgaire, contre un adversaire qui n'existe plus, est leur seule raison d'être. Ce marxisme fictif n'est qu'un prétexte pour brandir la bannière d'un libéralisme tout aussi illusoire.

Les expériences autoritaires du fascisme et du nationalisme ont éclairé – à tous les échelons – les aspects *politiques* et celles de l'URSS et des pays satellites les aspects *économiques* du problème. Nous savons aujourd'hui qu'en matière économique tout schématisme est une erreur, tout simplement parce qu'il ne tient pas compte des diversités humaines et des possibilités d'erreur. La démocratie n'est ni parfaite ni infaillible. Rousseau lui-même a dit qu'il n'y a pas et qu'il ne saurait y avoir de démocratie parfaite. La démocratie ne demeure vivante qu'aussi longtemps qu'elle doit se colleter avec les erreurs et les faiblesses des hommes, les difficultés et la malice des temps; l'effort qu'elle déploie pour surmonter ces difficultés modifie les institutions démocratiques, qui concourent alors à l'établissement de rapports meilleurs entre les hommes. Ces remarques valent aussi sur le plan économique, étant cependant entendu qu'il ne s'agit pas de renoncer à l'aiguillon de la concurrence, qui stimule l'effort de production et de qualité. En effet, nous ne voulons pas d'un nivellement de la qualité des biens à un niveau médiocre, qui aurait pour contrepartie une existence sans charme et sans beauté. Ce serait une manière de collectivisme.

Examinons maintenant l'évolution sur le plan supérieur, le problème des *leviers de commande* et du capital en tant que moteur essentiel de l'activité économique. L'idée de l'Etat idéal qui ignore les crises – idée chère à Karl Marx – s'est volatilisée dès le moment où les bolchevistes ont liquidé le « capitalisme », mais non pas le capital mobile (son principal moteur), et où ils ont admis implicitement qu'une économie moderne n'est pas concevable sans ce moteur. Mais quoi, dans le monde d'hier et d'avant-hier, dont les aspects psychologiques et l'organisation étaient moins compliqués que ceux de la société d'aujourd'hui, peut-être pouvait-on espérer l'avènement d'une société communiste ou socialiste conforme à la définition des classiques – encore que toutes les tentatives faites pour y parvenir aient échoué. Mais *aujourd'hui*, des tentatives de ce genre sont absolument exclues, à moins que ce ne soit sous la forme la plus primitive et dans un cadre très restreint, en quelque sorte à titre d'expérience de laboratoire.

Lorsque l'URSS, peu après la révolution, a adopté l'étalon-or et qu'elle a en quelque sorte assujetti son système monétaire aux règles qui sont déterminantes dans le monde capitaliste, elle s'est soumise également largement aux lois capitalistes qui régissent l'évolution économique, une évolution qui comporte mille déterminismes, d'inévitables risques et d'innombrables servitudes; nous songeons notamment à celles qu'impliquent l'exportation et l'importation, qui contraignent un pays à tenir compte de réalités extérieures sur lesquelles il n'a aucun pouvoir. Dans ce chapitre figurent la nécessité de former des capitaux frais à des fins d'investissement et les difficultés qui l'accompagnent. A la différence de ce que croyaient les tenants du marxisme vulgaire et d'un socialisme simpliste, ces capitaux ne peuvent pas être mis à disposition, selon les besoins, par un Etat omnipotent. Leur création, si l'on ne veut pas qu'elle soit génératrice d'inflation, dépend de la production, du degré de productivité et d'autres facteurs. A leur tour, ces imbrications diverses suscitent à jet continu de nouvelles incertitudes et de nouvelles et inéluctables servitudes. Le problème des investissements est l'un des plus épineux qui soient, aussi bien dans l'Etat libéral que dans un pays qui, comme la Grande-Bretagne de 1945 à 1951, a expérimenté un régime d'économie mixte (expérience qui se poursuit) ou que sous le régime du capitalisme d'Etat instauré en URSS. Le transfert des moyens de production à la collectivité – panacée qui doit, selon ses adeptes, non seulement écarter les risques de crise économique, mais amorcer aussi l'instauration d'une société idéale – laisse pour ainsi dire entiers la plupart des problèmes liés à la gestion de l'économie. Cette panacée, comme le disait un socialiste britannique à l'issue de l'expérience tentée par le gouvernement travailliste de 1945 à 1951, « peut provoquer de magnifiques résultats, mais à la condition toutefois qu'ils soient, comme hier, conquis à la sueur de notre front, à la condition de travailler durement et, surtout, de ne pas oublier les *objectifs supérieurs* du socialisme, qui *ne sont pas économiques* ».

Bien qu'en ce qui concerne la prévention des crises l'URSS soit en particulièrement bonne posture parce qu'elle affronte encore un énorme déficit de consommation (de nature à garantir le plein emploi pendant des dizaines d'années encore), le régime ne fait pas moins face – sur le plan national, régional et local à la fois – à des difficultés constantes, à des perturbations, aux conséquences d'investissements irrationnels, etc. Les limogeages constants de managers et de techno-bureaucrates, les ajustements dont font l'objet, en quelque sorte en chaîne, l'appareil économique et ses rouages le démontrent abondamment.

Ce qui vaut pour l'URSS vaut aussi, et bien plus, pour les démocraties, où les changements qui sont nécessaires ne peuvent pas être simplement dictés; où il faut prendre (et où l'on prend aussi)

d'innombrables égards; où il faut se résoudre à d'innombrables compromis. Il est souvent question, dans notre société démocratique, d'une économie sans crises. C'est une assurance que les programmes politiques et les orateurs aiment à donner. Mais tant que l'on n'aura pas affaire à une nature sans crises et sans perturbations, que l'on n'aura pas inventorié de manière précise et exhaustive les ressources de matières premières et d'énergie, que l'on n'aura pas domestiqué le climat et les faits météorologiques, que l'on n'aura pas réussi à diriger et à déterminer strictement les besoins, que l'homme demeurera sujet à des erreurs, qu'il restera soumis à ses passions, que tous les facteurs imprévisibles n'auront pas été écartés, l'économie sans crises restera une utopie.

Les théories élaborées pour prévenir ou combattre les crises ne donneront jamais, dans la pratique, des résultats satisfaisants parce que toute crise est différente des précédentes, avec des impondérables et des particularités qui lui sont propres et qui exigent des mesures inédites, des mesures que l'on n'avait pas pu concevoir jusqu'à ce moment et au sujet de l'application desquelles on n'a aucune expérience. On constate aujourd'hui que les physiciens, les biologistes les plus célèbres sont des hommes modestes. Pourquoi? Précisément parce que leurs connaissances sont immenses, ils ont conscience de ne pas tout savoir. Les économistes, pourtant grands producteurs de théories nouvelles, sont, eux aussi, devenus plus prudents. Bien que réputé à juste titre, l'un d'eux disait dernièrement qu'il est absurde d'élaborer une théorie des crises, pour la simple raison que le devenir économique n'obéit pas à des lois. Cela ne veut cependant pas dire que l'on ne puisse et que l'on ne doive pas tirer certains enseignements des dépressions économiques. Au contraire. Des mesures préventives sont nécessaires et possibles. Quant à savoir si elles jouent dans chaque cas d'espèce, c'est une autre question. Lorsqu'on enregistre le début d'une dépression, les mesures que l'on envisage doivent être adaptées à son caractère spécial. Il s'agit dans la plupart des cas d'interventions à court terme. Mais, même dans une dictature comme l'URSS, les mesures de ce genre exigent du temps. Dans une démocratie, où le Parlement – et parfois même le peuple – doivent se prononcer, elles interviennent souvent tard ou *trop* tard. Le hasard joue parfois un rôle considérable, comme l'ont montré les enchaînements qui ont mis fin aux deux dernières récessions américaines. Les spécialistes sont arrivés à la conclusion qu'elles ont été surmontées pour l'essentiel par des décisions qui avaient été prises bien avant la crise et à de tout autres fins – mais dont le hasard a voulu que l'application déclenche au moment critique une augmentation décisive du pouvoir d'achat.

Nikita Khrouchtchev est certainement la preuve vivante et loquace de la similitude des difficultés au-delà et en deçà du rideau de fer. On pourrait remplir des volumes avec ses plaintes, ses recomman-

ditions, ses critiques, que d'autres hommes d'Etat occidentaux auraient pu formuler dans les mêmes termes. Les sujets sont les mêmes : intensification de l'effort personnel, augmentation de la production sous l'aiguillon de la concurrence, amélioration de la productivité. Au cours d'innombrables discours M. K. insiste sans cesse sur la nécessité d'abaisser les coûts de revient, de travailler plus rationnellement, de soumettre les entreprises à un contrôle plus efficace, d'améliorer la formation professionnelle des travailleurs et d'élever le niveau de leurs qualifications, de renforcer les mesures de contrôle sur tout le territoire de l'Union soviétique, de maintenir intégralement le principe de l'économie dirigée, quitte, quand on affronte des difficultés, à plaider pour un « assouplissement du pouvoir central », en d'autres termes pour la décentralisation. Il dénonce les « insuffisances de la production », l'incapacité du personnel dirigeant, l'insuffisance de la coopération entre les entreprises, le conservatisme des technocrates, qui redoutent de moderniser leurs méthodes de production et leurs installations ; il secoue les travailleurs dont l'indifférence et la passivité freinent la modernisation des entreprises et l'accroissement de la productivité. Il exige des mesures propres à éveiller et à fortifier le sens des responsabilités. Il plaide pour que les nouvelles fabriques soient conçues non pas selon des méthodes soviétiques désuètes, mais selon les principes de rationalité appliqués en Occident. Il préconise des concentrations de capitaux et met en garde les responsables contre la tentation d'un éparpillement irrationnel des investissements. Il fulmine contre la négligence, l'indifférence, le bureaucratisme, la routine, les gaspillages, le conservatisme, l'esprit de clocher et le manque d'horizon des fonctionnaires et des managers. Si les capitalistes agissaient de la sorte, explose-t-il un jour, il y a longtemps qu'ils auraient fait banqueroute. Il dénonce tout particulièrement les conséquences néfastes du manque de coordination des recherches scientifiques et industrielles et les chevauchements assimilables à des gaspillages. Il jette l'anathème sur le manque de discipline, le défaut de collaboration entre les diverses branches, les cloisonnements, le « patriotisme » d'entreprise, l'esprit régionaliste. Dans un discours sur les problèmes agricoles prononcé à Kiev, il déclare textuellement : « Je ne suis partisan de hauts salaires en argent et en nature. Pour une journée de travail, l'homme doit être payé autant qu'il a besoin pour entretenir sa famille, pour nourrir, chauffer et vêtir ses enfants, pour loger les siens dans une bonne maison ; en un mot, il doit être payé autant qu'il faut pour faire face au nécessaire. Mais, aujourd'hui, on constate que certaines gens cèdent à la psychologie du koulak : ils veulent davantage d'argent pour pouvoir l'économiser... C'est pourquoi il faut dans tous les cas exiger que des contributions plus fortes soient versées au fonds inaliénable des kolkhozes. » Cette tirade démontre que les paysans ne pensent

pas très « communiste » et ne donnent pas volontiers leur argent pour le développement de l'industrie lourde, pour l'édification d'agrovilles, etc.

Le climat n'est pas très différent dans les autres « démocraties populaires ». En liaison avec l'augmentation du prix de la viande, *Gomulka* relève devant le 6^e congrès du Parti communiste que l'expérience a montré combien les membres des conseils ouvriers sont peu préparés et peu aptes à la gestion des entreprises. « Le pouvoir d'achat de la population, ajoute-t-il, doit être réduit, encore que dans une faible mesure. » La pénurie de devises et l'effondrement des prix du charbon sur les marchés internationaux interdisent à la Pologne de renoncer aux exportations de viande. Un ami politique de *Gomulka*, membre du Politbureau, attribue la « crise de la viande » à l'augmentation du pouvoir d'achat, à l'accroissement de la population, aux engagements à long terme en matière d'exportation et à la pénurie de fourrages consécutive à la mauvaise récolte.

Si un « pays pilote socialiste » fait face à de telles perturbations, il n'est pas étonnant que les économies libérales en affrontent également. En octobre 1960, par exemple, *Sträng*, le ministre socialiste des finances, a invité le Parlement suédois à augmenter les charges fiscales pour remédier à une situation financière sérieuse. Mais comment ? Lors d'une conférence de presse, il a cependant reconnu qu'un nouveau et sensible relèvement des impôts directs n'était plus possible parce qu'il provoquerait un effondrement de la morale fiscale. En outre, l'intensification de la concurrence sur le plan international ne permet pas d'aggraver l'imposition des bénéfices ou d'imposer à l'économie de nouvelles charges d'investissement.

Bien que la Suède soit le pays d'Europe où le régime de l'Etat providence est le plus développé, on connaît encore des déficits de consommation dans maints secteurs. Des centaines de sociétés de bienfaisance sont encore à l'œuvre et dépensent bon an mal an des centaines de millions pour compléter une prévoyance sociale qui, quelque perfectionnée qu'elle soit, ne peut tenir compte de tous les cas particuliers. Ainsi donc, non seulement sur le plan matériel, mais sur le plan humain surtout, l'initiative personnelle, le dévouement, le don de soi doivent subsister à côté de la prévoyance officielle. Les incidences humaines du développement de l'Etat providence posent, dans les démocraties occidentales tout particulièrement, des problèmes que l'on ne peut pas et que l'on ne veut pas liquider purement et simplement par des interventions arbitraires. Par exemple, on peut reconnaître – et on le fait – que dans les pays qui connaissent une économie mixte (c'est pour ainsi dire le cas de toutes les démocraties occidentales) des tensions peuvent apparaître entre le personnel et les directions des entreprises qui ont à leur tête des socialistes ou des hommes qui ont un long passé

de militant syndical. Non seulement en URSS, mais aussi dans des pays tels que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la suppression de classes provoque l'apparition de nouvelles classes ou « congèle les oppositions de classes ». La différence entre le monde communiste et le monde occidental réside uniquement dans le fait que le second avoue l'existence de ces perturbations imprévues et qu'elles ne sont pas suivies de conflits idéologiques, de difficultés d'ordre humain ou de mesures coercitives; en URSS, en revanche, les maîtres du Kremlin, qui n'ont pas abandonné leurs œillères, recourent aux anciens slogans pour masquer la situation et donner le change.

Enfin, en nous fondant sur le *Manifeste communiste*, montrons à quelles extraordinaires confrontations on arrive dès qu'on aborde les objectifs à long terme.

En quels termes le *Manifeste* décrit-il cette bourgeoisie abhorrée et que reproche-t-il à cette classe que son comportement et ses aspirations vouent à l'extermination?

« La bourgeoisie a dépouillé de leur nimbe tous les emplois de l'activité humaine que jusqu'alors on respectait et contemplait avec une pieuse vénération. Du médecin, du juriste, du prêtre, du poète, du savant, elle a fait des salariés à gages¹. » Mais c'est exactement ce que fait Moscou dans son empire!

« Rompus les liens sociaux, immuables jusque-là et figés dans leur rouille, avec leur cortège d'idées et de croyances antiques et respectables; usés, sans même avoir eu le temps de s'ossifier solidement, les liens de formation récente. Tout ce qui constituait l'esprit de caste et de stabilité s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et il faut enfin que les hommes envisagent d'un œil clair et désabusé l'existence humaine et les relations humaines. » Le régime communiste fait-il autre chose?

« Le besoin d'ouvrir à ses produits des débouchés toujours plus vastes, poursuit le *Manifeste*, incite la bourgeoisie à une course effrénée sur toute la surface du globe. Il faut qu'elle s'insinue partout, accroche partout le réseau de ses échanges. » Les maîtres du Kremlin font-ils autre chose? « Les anciennes industries nationales ont été anéanties... Elles cèdent la place à des industries nouvelles... qui élaborent non plus les matières premières indigènes, mais des matières premières empruntées aux régions les plus lointaines, et qui fabriquent non plus uniquement pour la consommation indigène, mais pour l'univers entier... Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie avec laquelle elle (la bourgeoisie) bat en brèche toutes les murailles de Chine. » (C'est aujourd'hui le programme économique de Moscou, qui recourt sans vergogne au dumping pour le réaliser.) « Aux anciennes autarcies locales et nationales, aux anciens cloisonnements succèdent des échanges uni-

¹ Traduction de Charles Andler.

versels; les nations sont dépendantes les unes des autres. » Moscou ne vise-t-il pas à mettre les nations sous sa dépendance? L'URSS n'est-elle pas aujourd'hui la plus grande des nations coloniales et celle qui l'est le plus effrontément?

« La bourgeoisie force toutes les nations du globe à adopter, sous peine de périr, son propre mode de produire... elle les force à devenir elles-mêmes bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image. » L'URSS fait-elle autre chose?

« La bourgeoisie a fait la ville maîtresse souveraine de la campagne... elle a mis les pays barbares ou à demi barbares dans la dépendance des pays civilisés, les peuples de paysans dans la dépendance des peuples de bourgeois, l'Orient dans la dépendance de l'Occident. » Moscou, tout en poursuivant des buts tout différents, fait la même politique.

« La bourgeoisie, poursuit le *Manifeste*, a centralisé les moyens de production, concentré la propriété en un petit nombre de mains. Le corollaire fatal, ce fut la centralisation politique. Des provinces indépendantes, à peine fédérées entre elles, ayant chacune leurs intérêts, leur législation, leur gouvernement, leurs douanes, furent serrées et pétries en une seule nation ayant gouvernement unique, un seul intérêt collectif de classe. » N'est-ce pas le programme de Moscou?

Ne serait-il pas indiqué que Khrouchtchev complète son habile propagande pour la coexistence par l'aveu qu'elle signifie pour le communisme: reprendre à son compte les ambitions et les objectifs de la bourgeoisie – mais avec l'aide de cette bourgeoisie « condamnée par l'histoire »? Et c'est avec de telles méthodes que l'on entend nous préparer un monde meilleur, le monde socialiste?

(A suivre.)

Les alternances de la liberté et de la contrainte économiques

Par Georges Hartmann,
docteur ès sciences politiques et économiques,
chargé de cours à l'Université de Fribourg

*Etudier l'histoire, c'est étudier les passions et les
opinions des hommes.* Mme de Lambert.

I. Introduction

Qu'il s'agisse du monde physique ou du monde vivant reposant tous deux sur l'expansion et la contraction, la nature n'est qu'un complexe de multiples transformations cycliques: les êtres vivants participent en effet aux rythmes de l'univers tant sur le plan physiologique et psychique que dans leur activité économique.